

<b>Commission paritaire pour les services de gardiennage et/ou de surveillance</b>	
<b>Convention collective de travail du 06 septembre 2018</b>	
<b>PROTECTION JURIDIQUE</b>	
<b>Article 1</b> - La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la Commission paritaire pour les services de gardiennage et/ou de surveillance.	A k o w v
Par travailleurs on entend aussi bien l'ouvrier ou l'employé masculin ou féminin.	C m d
<b>Art. 2 – § 1.</b> Les partenaires sociaux s'engagent à mettre en place une protection juridique pour leurs travailleurs. Cette « protection juridique » répond aux prescrits de la Loi réglementant la sécurité privée et particulière du 2 octobre 2017	A zi n D te b
<b>§ 2.</b> – La mise en place de cette protection juridique est confiée au Fonds de Sécurité d'Existence du Gardiennage, dont les statuts sont fixés par la convention collective de travail du 20 septembre 2016 (n° enr. 135595/CO/317).	§ w st st ve 2
<b>§ 3.</b> Le Fonds en tant qu'organisateur souscrit une police d'assurance au bénéfice de tous les travailleurs sous contrats de travail et relevant du champ d'application de la présente convention, sans clause d'opting out.	§ te ve co ge de
<b>§ 4.</b> Cette protection juridique est d'application si les conditions suivantes sont remplies cumulativement : – le travailleur est victime, – il y a des dégâts corporels et/ou matériels – s'il y a uniquement des dégâts matériels,	§ w ve

ceux-ci s'élèvent au moins à 500 EUR.	
§ 5. Les conditions d'affiliation et de demande d'intervention sont fixées par le Fonds de sécurité d'existence dans un règlement d'ordre intérieur spécifique.	§ v d s
<p>§ 6. Le Fonds certifie, sur demande, le respect ou non de la présente Convention collective de Travail, par l'émission d'une attestation positive ou négative.</p> <p>Dès qu'un employeur ne respecte pas ses obligations en matière de versement de cotisation, Le Fonds informe le SPF Intérieur que cet employeur ne remplit plus ses obligations légales.,</p>	§ c le g  Z b h d w
§ 7. Chaque entreprise informe son comité pour la prévention et la protection au travail, sur base d'un rapport périodique élaboré par le Fonds social.	§ v o d
<b>Art. 3 - § 1.</b> La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1 <sup>er</sup> octobre 2018 et est conclue pour une durée indéterminée.	A k is
§ 2. Elle peut être dénoncée par l'une des parties signataires par lettre recommandée adressée au Président de la Commission paritaire pour les services de gardiennage et/ou de surveillance, en respectant un préavis de six mois.	§ p re D b C d